
Entretien avec :

XAVIER DARCOS, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'OCDE
BERNARD HUGONNIER, directeur-adjoint de l'éducation à l'OCDE

Que peuvent apporter à un pays, en l'occurrence la France, les travaux de l'OCDE en matière d'éducation ?

Bernard Hugonnier : L'OCDE est un club, auquel la France apporte sa contribution en échange d'informations sur les systèmes éducatifs des autres pays. Les analyses comparatives, les examens des politiques et des pratiques des pays, les informations statistiques, les évaluations des performances (PISA) sont autant d'informations utiles dont la France dispose.

Xavier Darcos : En effet, nous avons pu découvrir d'autres manières d'agir, d'autres pistes. Ce qui est très important. On sait la difficulté qu'éprouve le système éducatif français à se penser autrement. Il y a presque une idéologie scolaire en France. Grâce à l'OCDE, il est possible de prendre en compte d'autres méthodes, d'autres approches et celles-ci ont permis à certains pays de réformer de

fond en comble leur système éducatif. C'est le cas de la Suisse ou de la Finlande, qui a fondé son projet scolaire sur le projet personnel de l'élève. D'autres conceptions ont également vu le jour dans le domaine du management, qu'il s'agisse du management des établissements ou des systèmes scolaires.

Bernard Hugonnier : Le domaine de l'éducation est un domaine où l'information est très pauvre. Les enseignants notamment échangent peu entre eux et partagent peu leurs expériences. Il est donc essentiel de mieux faire circuler les informations et de contribuer ainsi à mutualiser les bonnes pratiques.

Quelles sont, à travers les études et données de l'OCDE, les spécificités du système français, ses forces et ses faiblesses ?

Bernard Hugonnier : Le système éducatif

français est bon. Si PISA concernait les élèves de terminale, la France serait beaucoup mieux placée, car il y a chez nous un saut qualitatif important entre le collège et le lycée. Mais les résultats qu'elle obtient actuellement ne sont pas déshonorants. On s'est beaucoup alarmé de ce qu'elle n'ait obtenu que 10,5/20 en mathématiques, mais n'oublions pas que les pays les mieux classés, comme la Finlande, n'ont obtenu que 11 ou 11,5.

Ceci étant dit, il existe des problèmes qualitatifs importants. Tout d'abord, il y a en France trop de laissés-pour-compte. Nous estimons leur nombre à 100 000, ce qui est un chiffre inférieur aux 150 000 sorties sans qualification habituellement estimées en France. Mais il y a aussi trop peu d'élites, ce qu'on ne souligne pas suffisamment ! Nous estimons leur nombre à 100 000. C'est cette insuffisance qui explique la faiblesse de la France en matière de recherche et d'innovation ainsi que la croissance insuffisante. Pour remédier à cette situation, ce ne sont pas 80 % d'une classe d'âge qu'il faut amener au niveau du baccalauréat, mais 90 % ! Surtout si l'on veut – c'est l'objectif affiché – que 50 % d'une classe d'âge obtiennent un diplôme du supérieur. Le Japon, le Canada et la Corée sont déjà parvenus à ce chiffre, alors que la France est encore à 38 %.

Mais d'autres domaines posent problème. Celui de la formation des adultes, qui est un problème dans un grand nombre de pays. Celui des enfants de migrants. Ou encore, la formation permanente des enseignants. Il faudrait aussi que, dans les établissements, il y ait de vrais managers, disposant d'une grande marge d'autonomie. Par ailleurs,

le système français devrait changer profondément ses méthodes d'évaluation des enfants et passer d'une évaluation sommative ou normative à une évaluation formative, capable de faire naître chez eux une plus forte motivation. N'oublions pas aussi qu'il y a des pays où les élèves peuvent choisir partiellement leurs programmes et donc leurs enseignants.

Reste enfin le problème de l'enseignement supérieur. Nos grandes écoles et nos IUT sont d'excellentes choses, mais ce n'est pas le cas de nos universités ! 40 % des étudiants qui y sont inscrits ne terminent pas leurs études. Des réformes s'imposent. La croissance économique et le devenir de la France en dépendent.

Xavier Darcos : Dans l'ensemble, je suis d'accord avec cette analyse. Il existe de très forts contrastes dans la réussite de notre système éducatif. Celui-ci scolarise tous les enfants ; il embrasse toutes les générations, depuis l'âge de trois ans, mais il contient une multitude de ségrégations qui créent des inégalités extrêmement importantes. Il y a une sorte d'opposition entre la massification et l'équité. Il faut toutefois souligner que les problèmes que l'on dit scolaires sont des problèmes sociétaux. La meilleure façon de réussir à l'école, c'est d'avoir une maman qui a fait des études et qui s'occupe de vous !

Par ailleurs, la multiplicité des lieux où l'on enseigne rend nécessaire une réflexion sur leur degré d'autonomie. On ne peut demander la même chose à tout le monde et à un petit collège rural de fonctionner comme un lycée de centre-ville.



■ ■ ■ Nous devons également réfléchir à la formation tout au long de la vie, qui est aussi une des grandes missions de l'École, et notamment à la nécessité de la formation permanente pour les enseignants. On ne peut pas aujourd'hui avoir un déroulement de carrière qui s'effectue à partir du concours de recrutement sans qu'il y ait un retour en formation. Seules les contraintes du métier obligent les enseignants à changer, alors qu'ils devraient le faire de manière naturelle. Je pense donc que leur statut doit être revu.

Autre grand problème, celui de la relation entre la professionnalisation et l'École. C'est là un secteur sur lequel il y a un gros effort à fournir, mais qui porte aussi le poids de l'histoire : la voie de l'apprentissage coexiste avec celle des lycées professionnels et techniques. Nous sommes dans une sorte d'entre-deux que nous n'arrivons pas à régler. Aussi avons-nous des métiers sans jeunes et des jeunes sans métier.

La production d'indicateurs comparatifs sur les systèmes éducatifs n'aboutit-elle pas, médias aidant, à une logique un peu réductrice de palmarès ?

Bernard Hugonnier : Les médias sont évidemment très intéressés par les palmarès. Ceux-ci permettent de réveiller un peu les consciences et ont, malgré leurs travers, des côtés positifs. Ceci étant dit, les pays qui obtiennent les meilleurs résultats ne sont pas forcément ceux qui ont les meilleurs systèmes éducatifs, je pense notamment à la Corée. Il n'y a pas de corrélation automatique entre les résultats et les performances.

Je crois que l'on peut distinguer deux grands types de système éducatif dans le monde : ceux qui privilégient la concurrence et ceux qui accordent la priorité au soutien. Ces derniers fondent leur enseignement sur l'acquisition d'un socle commun de connaissances et de compétences et ont, en général, fait disparaître les redoublements et les devoirs à la maison. Quand l'enfant sort de l'école, il n'a pas de travail à faire chez lui. Il peut donc se consacrer à des activités extrascolaires, qui l'aideront à développer son ouverture d'esprit et à mieux comprendre le sens du travail scolaire. Nous appelons ces systèmes des systèmes "inclusifs", parce que c'est dans l'École et l'École seule que l'on doit trouver les moyens de réussir. Les pays nordiques, comme la Finlande, et plus encore le Canada, qui réussit à intégrer des publics extrêmement hétérogènes, en offrent les meilleurs exemples.

Quant aux systèmes fondés sur la concurrence que l'on trouve notamment dans les pays d'Asie, comme le Japon ou la Corée, le soutien y est principalement organisé en dehors de l'école. Il est donc individualisé au lieu d'être collectif, ce qui fait que ceux qui sont socialement favorisés peuvent bénéficier des meilleures aides.

Le danger en France, c'est qu'on a tendance à aller vers ce dernier système. Ainsi, quantité de leçons et de devoirs sont encore donnés à la maison, ce qui incite les parents, qui travaillent de plus en plus ou qui sont dépassés par les contenus de l'enseignement donné à leurs enfants, à faire appel à du tutorat. Une telle tendance est contraire aux

principes républicains. L'école républicaine, en effet, doit donner une éducation de qualité à tous, mais elle doit aussi compenser les handicaps de ceux qui ne sont pas sur la même ligne de départ que les autres. Ceci rejoint la notion d'équité, telle que nous la définissons à l'OCDE : l'équité, c'est un système éducatif qui donne à chacun la possibilité d'avoir de bons résultats scolaires. Il faut donc veiller à empêcher cette dérive "concurrentielle" et revenir à un modèle "inclusif".

Xavier Darcos : On compare des résultats et non des méthodes. On risque ainsi de détourner l'attention de ce qui est l'objectif principal de l'école. Mais il n'est pas inutile de se comparer. C'est à partir de ces comparaisons que des pays ont entrepris de se modifier.

Bernard Hugonnier : Au début de PISA, il y avait seulement douze pays. Aujourd'hui, non seulement les trente pays membres de l'OCDE y participent, mais cinquante autres pays ont voulu y être associés, soit un total de quatre-vingts pays.

La France a-t-elle apporté suffisamment d'attention aux résultats des enquêtes PISA ?

Bernard Hugonnier : Cela n'a pas toujours été le cas, mais aujourd'hui la réponse est oui. D'ailleurs les relations que l'OCDE entretient avec le ministère français de l'Éducation nationale et notamment la direction des relations extérieures et la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, avec lesquelles nous travaillons principalement, sont excellentes.

Comment expliquez-vous, malgré un engagement réel de la France dans la production des indicateurs internationaux, les différends où les polémiques qui se sont parfois produits à partir de travaux de l'OCDE (illettrisme, PISA, rapport Schleicher sur le processus de Lisbonne...)?

Bernard Hugonnier : Il ne s'agit pas vraiment de "différends". Ceci relève plus d'une attitude générale de l'administration française, qui n'est d'ailleurs pas propre à l'éducation. Je crois que nous avons encore du mal en France à nous inspirer d'exemples étrangers. C'est dommage, car les expériences menées par d'autres pays peuvent nous apporter beaucoup. Bien sûr, elles ne peuvent pas toujours être copiées. Certaines solutions adoptées par des pays ne seraient pas adéquates en France.

Mais il y a du changement. S'il y a eu dans le passé quelques a priori vis-à-vis de l'OCDE, on voit bien désormais que les responsables politiques ont compris l'intérêt présenté par PISA, qui réside d'ailleurs non seulement dans les classements qu'il opère mais aussi dans l'analyse des résultats des questionnaires contextuels, qui permettent de mettre en lumière les raisons des performances individuelles des pays. Notons enfin que la France est désormais présente dans quasiment tous les projets de l'organisation.

L'OCDE vous semble-t-elle, à travers ses analyses et ses recommandations, promouvoir un modèle particulier, en l'occurrence anglo-saxon et libéral, comme certains l'en accusent parfois ?

Bernard Hugonnier : On fait souvent ce mauvais procès à PISA, que l'on accuse ■ ■ ■



- ■ ■ d'utiliser un biais méthodologique anglo-saxon. Mais je voudrais faire remarquer, d'une part, que ce sont les pays membres qui proposent les items – personne ne les leur impose – et, d'autre part, que tous les pays anglo-saxons n'ont pas d'excellentes performances dans les enquêtes PISA.

Les bons systèmes sont ceux qui permettent à tous les enfants d'avoir de bons résultats scolaires, c'est dire que nous soulignons l'importance de l'équité et que nous ne préconisons pas un système élitiste, ni un système de masse de qualité moyenne. D'autre part, l'OCDE ne préconise pas et n'a

jamais préconisé la privatisation de l'École.

Xavier Darcos : J'approuve tout à fait ces propos. Il y a chez nous beaucoup de présupposés idéologiques et une véritable hantise du milieu syndical. Mettre en concurrence n'est pas entrer dans une logique libérale, mais respecter la responsabilité.

À cet égard, je voudrais rappeler que la France a veillé à ce que l'exception culturelle englobe la question scolaire. Quand nous parlons de "service" d'éducation, ceci ne fait pas référence au libre marché. Il y a là une bataille lexicale sans objet.